Domaine Public DP

867

J.A. 1000 Lausanne 1 11 juin 87
Hebdomadaire romand | Vingt-quatrième année

Mancomat

Plus on a d'argent, plus on le cache. Le temps n'est plus aux oncles riches nageant dans les liquidités. Après la généralisation des comptes-salaires, qui fut la première - décisive - étape vers l'abstraction-pour-tous, après la multiplication des "automates à Borromini", après l'extension de la lecture optique des chèques bancaires et postaux, voici donc le système EFT/POS, en anglais: transfert électronique de fonds jusqu'au point de vente.

Moyennant quoi, avec une simple carte à puce, c'est-à-dire avec un rectangle de plastique doté de microcircuits capables de mémoriser plusieurs lignes d'information, on pourra bientôt faire ses achats au super-marché du coin, en payant par débit de son compte bancaire.

Inutile de méditer sur la déqualification des caissiers de banque, sur la disparition des relations humaines nouées au guichet, ni sur toutes autres balivernes psychonostalgiques héritées des temps où l'argent se voyait, se palpat, se recomptait à haute voix, se manipulait avec dextérité, se glissait d'une main respectueuse à l'autre, bref où le fric osait se montrer liquide et nu.

Désormais, sécurité physique des valeurs oblige, on n'a "plus rien sur soi", sinon tout juste un rate-lier à rectangles plastiques en tous genres, de la simple carte de client des grands magasins à la plus sophistiquée, à mémoire, en passant par la carte courante à bande magnétique, de capacité-mémoire très limitée et facilement falsifiable.

Or justement, ces cartes magnétiques - du type Bancomat ou Postomat - sont de loin les plus répandues: plus d'un demi-million circulent en Suisse, pour 1100 distributeurs de billets de cent francs et 5,4 milliards de francs de prélèvements par an. Le nombre des retraits opérés par le réseau Bancomat dépasse le million par mois en moyenne, atteignant même les 600 par jour pour les "guichets électroniques" les plus fréquentés.

Evidemment, les risques sont proportionnés à l'extension du systè-

me développé ces dernières années. Depuis les premiers appareils installés en 1968, de réels progrès ont été réalisés dans le sens d'une plus grande sécurité des transactions, spécialement en 1985 avec la troisième génération de distributeurs, qualifiés d'"intelligents" par leur fournisseur exclusif Autelca (du groupe Hasler-Ascom), qui les vend pour un prix moyen de cent mille francs, frais d'installation et bien sûr d'exploitation non compris.

Intelligents peut-être, sûrs probablement, absolument fiables sans doute pas. Périodiquement, on entend parler de fraudes à plus ou moins grande échelle, et pas seulement à l'étranger. Dernièrement encore, la Correspondance politique suisse a jugé bon (à moins qu'on y ait pensé pour elle) de contrer par un communiqué rassurant les inquiétudes qu'aurait pu susciter chez la clientèle une inexplicable série de retraits au détriment d'un honnête citoyen bernois.

Et comme les banques ont l'habitude de prendre toutes précautions utiles, elles ont inscrit dans leurs "Conditions d'utilisation de la carte Eurochèque" un chiffre 2.9 par lequel elles dégagent, sauf négligence grave de leur part, toute responsabilité "en cas de disparition, utilisation abusive, falsification ou contrefaçon" de la carte, des chèques ou du code d'identification.

Dans un Arrêt rendu en novembre dernier le Tribunal fédéral a trouvé ces conditions générales par trop unilatérales. Sur quoi, avec une sérénité exemplaire, les banques ont désigné un groupe de travail chargé d'étudier les conséquences dudit Arrêt, et de faire rapport à une commission juridique de l'Association des Banquiers, en vue d'une prochaine réunion, dont la date reste à fixer.

D'ici là, le problème reste entier. S'il existe: les banques le nient, qui ont chargé l'Empa, un laboratoire d'essais rattaché à l'EPFL-Zurich, de démontrer que les 140 encaissements illégitimes perpétrés en 1986 (sur plus de 12 millions de retraits) l'ont été par la faute du titulaire de la carte. Cqfd.

(suite de l'Édito)

Pour en savoir plus sur les problèmes juridiques posés par le transfert électronique des fonds, on lira avec profit : *Les nouveaux moyens électroniques de paiement*. Publié sous la direction de Bernd Stauder, Payot, Lausanne, 1986; *Les nouveaux moyens de paiement - Droit, argent et libertés*. Actes du 17^e Congrès national des Huissiers de Justice, Dijon, 25-27 septembre 1986. Paris, Economica/Investir, 1986.

Initiative

■ (jd) La progression remarquable des Verts lors des élections cantonales zurichoises produit ses premiers effets. Quatre initiatives individuelles proposant des mesures en faveur de la protection de l'environnement ont obtenu l'appui d'au moins 60 députés. Elles seront traitées par le Conseil d'Etat. En plus du droit d'initiative qui permet à une fraction du corps électoral de soumettre une proposition au vote populaire, le canton de Zurich connaît le droit d'initiative des autorités (par ex. l'exécutif d'une commune) et le droit d'initiative d'un citoyen.

Par ce biais, une proposition, qui obtient l'appui d'au moins 60 députés – 1/3 du Grand Conseil – doit être examinée par le Conseil d'Etat, puis soumise au peuple.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

L'argent, les idées et les hommes

■ (jd) Belle unanimité au Conseil national en faveur du crédit destiné à la recherche scientifique pour les quatre prochaines années. Mais aussi plusieurs remarques critiques quant à l'affectation de ces moyens et des divergences sur les priorités à respecter.

Le Conseil a défini les domaines qui lui paraissent prioritaires: nouvelles technologies et leur impact, protection de l'environnement, rapports entre l'individu, la société et l'Etat dans un monde en évolution. Pourtant 60% des projets soutenus

OBJECTION DE CONSCIENCE

Les audaces du DMF

■ (jd) En proposant d'affecter les objecteurs de conscience pour motifs religieux ou moraux à des travaux d'intérêt public, le Conseil fédéral ne décriminalise pas le refus du service militaire. La condamnation par un tribunal militaire subsistera, même si désormais elle ne sera plus consignée au casier judiciaire central; seules les modalités d'exécution de la peine changent, une peine dont au passage on augmente sensiblement la durée: deux ans pour un objecteur au moment du recrutement contre six mois actuellement.

Un projet bâtarde donc, qui emprunte au modèle du service civil l'idée d'un engagement de longue durée en faveur de la collectivité, tout en maintenant le caractère pénal de l'objection. Et surtout un projet qui perpétue la distinction entre les différents motifs de conscience et qui, de ce fait, ne s'adresse qu'à une minorité d'objecteurs.

Faut-il dès lors monter aux barricades contre cette réforme au nom du droit à l'objection de conscience et renforcer ainsi les rangs de ceux pour qui ce petit pas constitue déjà

par le Fonds national ne correspondent pas à cette priorité et le troisième domaine est quelque peu négligé.

A droite, on est porté à considérer la recherche scientifique sous l'angle des applications industrielles; on pense informatique, microtechnique, biologie. A gauche, on craint que la recherche ne soit par trop conditionnée par les résultats économiques qu'on en attend; on aimerait un peu plus de sciences humaines.

L'Etat, pourvoyeur de fonds, est tenté d'indiquer aux chercheurs les pistes à suivre. Tentation assez naturelle, mais dangereuse. On l'a vu lorsque le Zurichois Blocher, fidèle à son rôle de Père Fouettard, s'est demandé à quoi pouvait bien servir une recherche sur la phénoménologie des radios locales. Les parlementaires n'ont ni les moyens ni la légitimité

une atteinte intolérable à la volonté de défense ? A deux reprises (1977 et 1984) le souverain a nettement rejeté l'idée d'un service civil. Une attitude qui ne motive pas le Conseil fédéral à faire preuve d'audace. Par ailleurs le nombre des objecteurs est en baisse et l'armée réforme sans trop de difficulté les recrues qui manifestent une incompatibilité évidente avec la vie militaire. Actuellement la débrouillardise, appuyée sur la psychologie prime l'affirmation assumée du refus de servir.

	Objecteurs jugés	dont conflit de conscience grave
1982	729	230
1983	745	228
1984	788	234
1985	686	143
1986	542	155

Dans ces conditions le projet du Conseil fédéral, s'il est largement insuffisant, présente l'avantage d'être acceptable politiquement. Son application, si elle montre aux citoyens qu'un service civil ne constitue pas un affaiblissement de l'armée, pourrait conduire ultérieurement à une solution plus libérale et permettre à la Suisse de se distancer du trio (avec la Turquie et Chypre) qui, au sein du Conseil de l'Europe, ne reconnaît pas l'objection de conscience.

pour dresser un catalogue des recherches à effectuer. La collectivité doit se limiter à indiquer quelques thèmes qu'elle estime importants; c'est d'ailleurs le rôle des programmes nationaux – 12% du budget du Fonds national – définis par le Conseil fédéral.

Pour le surplus, une large marge d'autonomie doit être laissée à la communauté scientifique. Mais cette liberté oblige. Et à ce titre le Fonds national pourrait encore améliorer ses procédures d'attribution de crédits: critères mieux explicités, courage de soutenir de nouveaux chercheurs et de défricher de nouveaux domaines. Quant aux gens de science, on n'est pas persuadé qu'ils vouent toute leur attention à coordonner leurs travaux et à mettre en valeur les résultats auxquels ils parviennent.

■ (ag) Les nouveaux trains inter-cités qui, de Bâle ou Zurich, gagneront Genève-Cointrin par Bienne et Neuchâtel éviteront Lausanne, grâce à l'embranchement de Denges. Le gain-horaire est de 20 minutes.

Les CFF ont invoqué des raisons techniques pour refuser un arrêt à Yverdon, qui dessert pourtant une région de 50 000 habitants, par train secondaire et par une des plus grandes gares routières de Suisse.

Les lecteurs de DP connaissent le dossier.

Victor Ruffy a interpellé le Conseil fédéral qui a fait connaître sa réponse. C'est une montre molle.

"Un arrêt des ces trains à Yverdon serait sans aucun doute justifié, voire souhaitable sur le plan commercial." Phrase-gant que l'on peut retourner, ce qui

SANS ARRÊT A YVERDON

La réponse molle

donnerait: "serait sans aucun doute souhaitable, voire justifié sur le plan commercial."

Le principe étant admis, dit le Conseil fédéral, il faudra étudier et tester. Et de renvoyer notamment à l'examen de détail de la variante "Sud plus" de Rail 2000. Renvoi dilatoire. L'amélioration de la ligne du pied du Jura, à la hauteur d'Onnens, permettrait, d'ici deux ans, de gagner les trois minutes jugées indispensables.

La réponse au lieu de balancer les "voire-sans doute" aurait pu être politique et dire: le principe est admis et nous avons demandé aux CFF de prendre toute disposition afin que, pour le prochain horaire (1989), l'arrêt à Yverdon soit effectif.

A défaut, les Vaudois, qui rendent possible cette nouvelle liaison, qui acceptent que Lausanne perde sa fonction de plaque tournante obligée, pourraient s'étonner que les CFF trouvent le temps de s'arrêter pour ce type de train à Oensingen!

Le Cheminot du 4 juin le fait remarquer.

URBANISME

Densification de Genève

■ (fb) Quel visage, quel développement pour Genève? Christian Grobet aime poser à l'urbaniste éclairé lorsqu'il présente le fruit des réflexions de tel ou tel groupe de travail. Plus significatif est le type de réalisation auquel il souhaite attacher son nom.

Le plan d'aménagement des Charmilles en est un, en passe de devenir le nouveau serpent de mer de l'actualité locale. Il s'agit du programme de construction d'un vaste périmètre à la sortie de la Ville, sur la rive droite, libéré par le départ dans une zone industrielle périphérique des Ateliers des Charmilles. Une des très rares grandes opérations d'urbanisation en un seul tenant encore possible à Genève. Et le déclassement nécessaire d'une partie du secteur a fait de l'Etat un partenaire obligé de tout projet.

Le résultat est édifiant: un véritable catalogue des dérogations aux règles communes que Grobet ne manque ordinairement jamais d'asséner de façon moralisatrice. Une densité de construction extravagante (4 m² de plancher par m² de terrain dans ce quartier non encore urbanisé).

L'empilage de 9 étages sur rez dans des immeubles dont la hauteur donne lieu habituellement à 6 étages sur

rez. Une profondeur excessive des bâtiments, ordinairement combattue par Grobet. Quatre à cinq niveaux de construction en sous-sol. Un gigantesque parking souterrain de plus de 2200 places pour lequel on ne paraît pas se soucier de son impact sur l'environnement: une obligation qui découle pourtant de la législation fédérale. Et pour couronner le tout une école qui doit rassembler sur 8000 m² ce que les normes disposent habituellement sur 12000 m².

Bref, une réalisation avant tout quantitativiste digne des années 60, que le conseiller d'Etat cherche à faire adopter au pas de charge: il donne quinze jours (comprenant Pâques) aux services de la Ville de Genève pour présenter les observations que cela leur inspire et, sans attendre, ouvre l'enquête publique préalable à l'adoption du projet par le Conseil d'Etat.

D'ores et déjà, il y a du référendum dans l'air si le législatif communal donne un préavis positif qui ne paraît pourtant pas aller de soi. Avec cette question classique: vaut-il mieux des autorités à l'écoute de la population, dont le préavis pourra être largement ignoré, ou un vote populaire (qui suppose une approbation préalable), beaucoup plus difficile à contourner?

SIDA

Le marché du siècle

■ (jd) Le Sida sème l'effroi dans les populations; les mesures décidées relèvent souvent plus des fantasmes de leurs auteurs que d'une connaissance claire des moyens de combattre efficacement la progression du mal.

Mais le Sida met aussi en jeu des intérêts colossaux. Ceux des Etats qui rechignent à informer avec précision l'organisation mondiale de la santé de l'évolution de la maladie sur leur territoire. Ceux des entreprises pharmaceutiques en lutte pour remporter le marché du siècle: le traitement au "Retrovir" – le seul médicament reconnu et qui permet de pro-

longer la vie des patients – coûte 10000 dollars par an. Cette concurrence acharnée ne favorise pas l'échange d'informations et la coordination entre les chercheurs.

Selon les derniers pointages, on estime à 100 000 le nombre de personnes atteintes du sida et à 5 – 10 millions les porteurs du virus. Une population bien restreinte si on la compare aux deux milliards d'individus qui souffrent du choléra, de la lèpre et de la tuberculose. Des malades beaucoup moins intéressants d'un point de vue économique et qui font les frais des coupes sombres opérées dans les programmes de l'OMS, à la suite des retards dans le paiement des cotisations des Etats-membres: 127 millions de dollars dont 118 pour les Etats-Unis.

Les étrangers parmi nous

■ (ag) Les tableaux statistiques sont une captivante lecture: ils ont un sens, ils en disent long, ils démentent beaucoup d'affirmations subjectives, ils rendent possible, même, quelques découvertes.

Lisez le numéro d'avril de *La vie économique!* Tout sur les étrangers.

Premier constat: leur nombre est stable. Ce qu'on appelle la population résidante permanente, sans les saisonniers, les fonctionnaires internationaux, les demandeurs d'asile et, bien sûr, les frontaliers, c'est-à-dire les étrangers qui sont au bénéfice d'un permis annuel ou d'établissement représentatif, en 1986, 956'000 personnes. C'est le même nombre qu'il y a 15 ans. Les grands départs des années de récession, 1975-1979, se combleront lentement.

Avec retard sur la conjoncture, l'augmentation s'est accélérée en 1968: + 16 000 (+ 1,7%). Par rapport à la population totale, on tend lentement vers le 15%. Moyenne suisse 14,7%. Le 20% d'étrangers par rapport à la population permanente n'est dépassé que dans trois cantons latins: Genève (30%), Tessin (24%), Vaud (21%).

Les nationalités

Les très gros contingents sont constitués de résidents venus de pays limitrophes ou proches de la Suisse. Les Italiens d'abord, 388 000, puis les Espagnols 110 000. A elles seules, ces deux nationalités font plus de la moitié de l'ensemble.

Mais, dans le détail, à relever que:

- Les Allemands constituent un groupe important. Ils sont 80 000. En troisième rang, juste derrière les Espagnols, beaucoup plus nombreux que les Turcs (52 000) et, pour quelques milliers, que les Yougoslaves. Les Français, eux aussi, sont en force (47 000).

- Contrairement à l'idée reçue selon laquelle les étrangers n'ont qu'une idée: rester définitivement chez nous, l'émigration d'étrangers quittant la Suisse est sensible pour certains

groupes. Notamment les Italiens dont l'effectif diminue de 4000. Certes il faut, dans cette réduction, tenir compte des naturalisations (1700), ou des mariages avec un Suisse (486 Italiennes ont épousé un Suisse), de quelques décès, mais aussi du redressement économique de l'Italie.

- Les étrangers sont attirés par les centres économiques où sont offerts les emplois, cela va de soi. En chiffres absolus, Zurich accueille le plus gros contingent (187 000).

Mais il y a aussi, passionnantes à observer, des affinités nationales. Les Italiens, bien sûr, sont nombreux au Tessin et en Suisse romande. Mais leur implantation en Suisse allemande est forte. Le plus gros contingent est à Zurich (20%), plus que Vaud et Genève réunis.

En revanche, de manière exceptionnelle, trois catégories se regroupent sur Vaud et Genève. Ce sont les Es-

pagnols, les Portugais et les nationalités les plus diverses, outre les Français. Chaque fois, presque la moitié du contingent.

L'assimilation vaudoise

La population étrangère a augmenté de 16 000 en 1986. Presque le quart se retrouve dans le seul canton de Vaud: 3761. Le décalage est très net avec tous les autres cantons qui ne dépassent pas 1600 (Zurich, Genève, Valais).

Le service des statistiques vaudoises a expliqué que la transformation des permis (saisonniers en annuels, annuels en établis) facilitait les regroupements familiaux. C'est vrai. Mais les mêmes phénomènes devraient jouer pour les autres cantons, proportionnellement aux octrois de permis. Or tel n'est pas le cas.

Vaud doit donc bénéficier de migrations internes d'étrangers. Canton où il y a encore un peu de place, et une certaine douceur de vivre. Peu conquérant, mais doué d'un pouvoir assimilant; il y a des siècles qu'il vit de son (ses) charme(s).

ETRANGERS

Naturalisation facilitée

■ (ag) Par rapport à 1970, la population étrangère résidant en Suisse n'a pas augmenté. Mais sa structure s'est profondément modifiée. Il y a 15 ans, le 37% des étrangers jouissait d'un permis d'établissement, aujourd'hui le 79% est dans cette situation.

Le permis d'établissement n'est délivré qu'après 10 ans de séjour ininterrompu (5 ans, dans certains cas). Autrement dit, il s'agit d'étrangers bien intégrés, dont les enfants très souvent sont nés en Suisse. On estime à 300 000 les jeunes étrangers âgés de moins de 25 ans, nés ou élevés en Suisse.

La modification de la structure de la population étrangère aurait dû entraîner une forte augmentation du nombre des naturalisations. Or ce nom-

bre est resté stable: 1% de la population résidante, 9000 par année.

Les Groupements patronaux vaudois partent de ce constat pour proposer une simplification de la procédure cantonale, d'une complexité décourageante. L'essentiel de la compétence appartient en effet aux cantons, libres de prendre d'utiles initiatives.

La proposition consiste à éviter les auditions multiples, les rapports accumulés. Elle est pertinente, elle va dans le sens d'une motion socialiste déjà acceptée par le Grand Conseil, celle de Raymond Durussel (les GPV, dommage! ne citent ni l'auteur, ni sa couleur.)

Il vaut pourtant la peine que se conjuguent les efforts. Car les résistances sont fortes. Celles des xéno-

Au courrier cette semaine, deux lettres de lecteurs en réaction à des articles récents (DP 865). Nous leur donnons la parole.

Pinaillage ou honnêteté ?

■ Ainsi Jeanlouis Cornuz (dans DP du 27 mai) éprouve du "dégoût" pour les journalistes qui ont signalé des différences significatives entre les versions russe et française du *Dialogue Est-Ouest* de Iouri Popov et Jean Ziegler. Ils "pinaillent", à son avis, au lieu d'entrer en matière sur les thèses "incontournables" exposées par le professeur genevois: les millions de gens mourant de faim, en regard des milliards dépensés pour les armements.

Je ferai remarquer que le scandale de la faim dans le monde et de la folie des armements, Jean Ziegler n'est ni le premier ni le seul, et de loin, à le dénoncer. Il n'était pas nécessaire, pour le dénoncer une fois de plus, d'aller se soumettre à la censure d'un éditeur soviétique ⁽¹⁾.

L'important dans cette affaire, ce sont bel et bien les modifications que Jean Ziegler a apportées aux éditions française, allemande et italienne du "Dialogue" et qui changent le caractère de celui-ci. Il a notamment ajouté des critiques de la politique soviétique (p. ex. en matière d'armement et à l'égard du tiers monde) qui ne figurent pas dans le texte russe.

Certaines de ces modifications ayant été révélées, avant la publication, par un journaliste de *L'Hebdo* qui avait lu le manuscrit, l'éditeur a prié Jean Ziegler de les indiquer afin qu'elles soient signalées dans le texte par une

typographie différente. Mais (comme l'indique Eric Hoelsli dans *L'Hebdo* du 14 mai) l'auteur n'a signalé, à peu de choses près, que les modifications déjà connues du public grâce à la presse. Beaucoup d'autres n'apparaissent pas.

Comment qualifier cette supercherie à l'égard du lecteur occidental à qui on fait croire que ce "dialogue" a pu être publié tel quel en URSS? On comprend que Iouri Popov, informé de la chose, ne s'en formalise pas: quel beau coup de propagande! Mais que penser d'un auteur qui recourt à de tels procédés? Non, les journalistes qui dénoncent ceux-ci ne "pinaillent" pas. Ils font oeuvre de salubrité publique.

(1) A commencer par la censure préalable, avec l'interdiction de soulever le problème du (non) respect des droits de l'homme en URSS.

J.-M. Perrenoud

Le droit au "berndütsch"

phobes qui y voient un moyen de tourner la limitation du nombre des étrangers. Celles de l'administration qui tient à ses contrôles. Celles des députés, dont la Commission, qui a plaisir à siéger souvent, croit indispensable l'audition de chaque candidat, n'ayant qu'une confiance très relative dans les autorités communales.

Il n'est pas pensable que demeurent chez nous des hommes et des femmes en si grand nombre et privés de droits civiques.

Les GPV font remarquer à juste titre que certains étrangers peuvent trouver agréable d'avoir le statut d'établi qui permet de travailler librement en Suisse et le passeport d'un pays de la communauté européenne qui représentera une totale liberté de circulation et d'établissement dans douze pays.

Argument supplémentaire pour que nous pratiquions une vraie politique d'ouverture.

■ Je n'aime pas du tout, quand "mon" Domaine public embouche inconsidérément la trompette des intellectuels en manque de "malaise". A propos du suisse-allemand au parlement bernois, 5 remarques:

1. Il est parfaitement illusoire de croire que les Suisses romands comprennent l'allemand d'Allemagne. Quand les Zurichois veulent – pour une fois – se faire comprendre des Romands, ils leur parlent en anglais. La réciproque est d'ailleurs vraie: Flavio Cotti, quand il veut se faire écouter de la majorité, ne parle ni français ni italien.

2. La seule solution rationnelle a été adoptée par le parlement bernois: la traduction simultanée. Son défaut majeur: mettre un écouteur est contraire à la vanité des députés.

3. Les parlementaires ne se recrutent pas dans la classe des intellectuels en manque de malaise; seul le parti socialiste peut se payer le luxe d'en porter, ce qui lui coûte bien des voix.

4. Parmi les députés, plusieurs ont été "aux Allemands" comme garçons livreurs et la langue qu'ils ont apprise, ce n'est pas l'allemand d'Allemagne: ils sont les seuls bilingues qui comprennent vraiment ce qui se dit.

5. Mais l'argument massue, c'est qu'un Suisse allemand qui parle l'allemand fédéral est emm..bêtant comme la pluie, et qu'il est plein d'humour quand il parle sa langue. Pour le bon peuple, ça facilite la digestion des lois, et ce n'est pas rien.

Faites des sondages autour de vous: à part les trois "grandes" villes romandes, où les intellectuels font la loi, y a-t-il vraiment plus de gens qui comprennent l'allemand que le suisse-allemand? Seulement voilà, ce ne sont pas ceux qui écrivent dans les journaux.

Bien sûr, tout cela n'est pas très important: les Suisses se comprennent très bien sans se parler: ils se ressemblent tellement...

J. de Roulet

Les puces de la liberté

On dit volontiers que les nouvelles technologies sont centralisatrices. Les puissants y trouvent des moyens supplémentaires pour exercer leur domination, des moyens moins perceptibles que le bâton du policier. C'est vrai. Mais les mêmes technologies commencent à offrir au citoyen l'antidote.

De grandes et de petites firmes de ces secteurs crachent des petites merveilles qui permettent souvent à peu de frais de contrôler les puissants, de saisir des informations prohibées, de se défendre. Jugez-en plutôt:

Vous craignez d'être soumis à des radiographies trop répétées ou trop fortes? Vous achetez - pour 39 dollars - un radio-mètre en forme de carte de crédit. Après les radiographies vous sortez la petite bande-test et l'envoyez à la firme Personal Monitoring Technologies qui établira un rapport. Vous travaillez à un endroit de salubrité de l'air douteuse? Vous achetez un appareil à main mesurant les particules nocives et émettant des signaux optiques et acoustiques dès qu'un seuil de danger est atteint, et vous êtes en mesure de vous plaindre contre l'employeur.

Vous avez l'impression de subir des puces d'écoute clandestine? Vous vous munissez pour quelques centaines de francs d'un petit appareil détecteur. On vous interdit de vous arrêter plus longtemps à des documents intéressants? Vous achetez - pour 290 fr. - un photocopieur manuel de la dimension d'un simple appareil de photo. Pour des sommes un peu plus élevées vous vous procurez un compteur Geiger si vous redoutez des seuils de radioactivité élevés comme cet instituteur zougois, dont les appareils sont installés sur le terrain privé autour de la centrale Mühleberg/BE... et qui ont amené l'aveu des "responsables" sur une fuite importante en automne passé. Ou on fait comme Greenpeace, dont les

plongeurs installèrent des sondes subaquatiques devant les égouts rhénans des géants de la chimie allemande.

Ce ne sont que quelques exemples de haute technologie à la portée de tout le monde et qui peuvent contraindre notre société à rester une société ouverte, malgré, et grâce à la technique. Tout n'est pas nouveau dans ce domaine, mais la dimension réduite, facile à manier et les prix réduits de 50, 80 voire 99% introduisent une nouvelle qualité. Les prouesses existantes comme le photocopieur, les enregistreurs vidéo, les enregistreurs de poche, les émetteurs-radio à quelques milliers de francs servent la désobéissance civile déjà à merveille. Mais je me souhaite un recours encore plus systématique, par des individus ou par des organisations écologiques, syndicales ou de consommateurs, à ces appareils d'autodéfense en haute technologie. La liberté en haute technologie ne s'use que quand on ne s'en sert pas... Au début des grandes contestations de notre passé, en 1860, 1880, la presse était de la haute technologie pour les pauvres ouvriers. Ils s'en servirent! Pourquoi ne crée-t-on pas des centres de location et d'instruction pour ces nouvelles puces de la liberté?

Beat Kappeler

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune.

B. Kappeler est secrétaire USS.

Economie

La 23e édition (1987) des tableaux sur l'économie des pays membres de l'OCDE vient de paraître. Elle contient une rubrique sur les différences réelles de niveaux de vie entre les pays. La Suisse, avec l'Australie, l'Islande et la Turquie sont absentes de cette comparaison où il y a vingt présents, dont seize pays d'Europe.

■ (ag) On croyait jusqu'ici que les portefeuilles devenaient plats en fin d'année; cadeaux de coeur et fêtes généreuses coûtent cher.

Cela est vrai. Mais seulement une année sur deux. Personne n'a pourtant remarqué que le passage du Père Noël fût biennal, les années impaires seulement.

La très sérieuse Commission pour les questions conjoncturelles, des hommes qui ont la sagesse de la barbe, mais sans la houppelande (sur 23, pas une femme) vous expliquent gravement ce mystère de la Saint-Sylvestre.

FISCALITE

Thésauriser le 31 décembre

Ils rapportent (5 mars 1987, supplément de *La Vie économique*) sur l'évolution de la masse monétaire au 4e trimestre, et notamment sur les billets en circulation. La monnaie de la banque centrale a augmenté, l'accélération de la croissance était attendue.

"Elle se manifeste toujours les années paires et est liée aux délais fixés pour les taxations fiscales bisannuelles au niveau fédéral et dans la plupart des cantons. Du fait de ces impôts, le contribuable convertit des actifs rémunérables en argent comptant avant le jour déterminant pour le calcul de l'assiette fiscale. C'est pour cette raison que durant le 4e trimestre, le volume des billets en circulation a augmenté de 2,6% (4e trimestre 85: 0,3%)"

Si cette masse considérable, retirée des comptes annoncés au fisc, était déclarée sous la rubrique "numéraire", il ne vaudrait pas la peine de se livrer à cet exercice de thésaurisation. La Commission pour les questions conjoncturelles ne croit pas au Père Noël!

La bande à Fasel

Curieux livre, celui que je viens de lire... *La Bande à Fasel*, ça s'appelle, de Daniel Bloch, paru aux éditions de l'Aire et présenté par l'éditeur comme une histoire "racontée avec un rare talent", un livre de fureur, de violence et de lumière" par un jeune écrivain "qui a du feu dans les veines". Et certes, l'intérêt du témoignage – car c'est un témoignage – est grand. De quoi s'agit-il? Du "terroriste" Fasel, qui, inspiré semble-t-il par les Brigades Rouges, se livra à plusieurs hold-up pour déstabiliser une société dont l'éditeur dit qu'elle n'est pas acceptable. Parmi ses complices, l'auteur du livre, Daniel Bloch.

Or tant Bloch que Fasel, semblables en cela à *Ulrike Meinhof* que je rencontrai à Hambourg en 1960, sont partis de la non-violence et de l'objection de conscience pour en arriver aux attaques à main armée – marqués semble-t-il par l'expérience de la prison, où non seulement ils ont subi toutes sortes d'humiliations, mais se sont vus enfermés avec des "droit commun"... (Diable de pays, le seul en Europe occidentale à ne pas connaître de statut pour les objecteurs; à ignorer tout service de remplacement – diable de pays où l'on a eu vu des juges apparemment normale-

ment constitués prononcer contre des mineurs des peines inapplicables, parce que n'existait pas d'établissement spécialisé pourtant prévu par la loi – verrait-on un chirurgien accepter un poste de chef de clinique dans un hôpital où il n'y aurait pas de salle d'opération?!!) Fort bien, et l'on ne saurait assez se féliciter de voir redites des vérités évidentes, mais purement et simplement refusées. Pour le reste, le livre me semble être d'une confusion véritablement incroyable! Je sais bien qu'à la suite d'un Michel Foucault (*Surveiller et punir*), il est d'usage de confondre allègrement l'*examen* auquel procède le médecin et celui auquel préside un jury scolaire et même l'enquête policière... Tout de même: considérer qu'une "bonne ménagère qui va acheter à très bas prix au super marché du coin des ananas, des noix de coco, des bananes volées aux travailleurs des pays exotiques 'est' coupable de recel 'et' aussi blâmable que le minable cambrioleur qui vole les vieux et les gens faibles" (p. 207) me paraît relever du délire!

Et je passe sur les liasses de dix mille francs volées dans un bureau de poste fribourgeois (p. 215), véritable tour de force, si l'on songe qu'il n'y a pas de billets de dix mille francs en Suisse!

Car il y a mieux:

Page 189, Daniel Bloch cite les noms de quelques hommes, qui ont dénoncé "la bêtise institutionnelle à l'état pur" – savoir: Kafka (d'accord!), Orwell (d'accord!), Ziegler (je me réjouis de l'hommage qui lui est rendu!) et... tenez-vous bien: *Michel de Preux*!!

(Pour ceux qui ne le sauraient pas, Michel de Preux – adversaire du droit matrimonial, du service civil, de la décriminalisation de l'avortement, etc, etc – est l'auteur d'une prose magnifique parue dans le dernier numéro de *Pamphlet* (Golovchiner en a parlé dans sa *tartine*) dédiée à Claude Torracinta: "J'affirme (le Monsieur est en direct avec le Saint-Esprit) que la négation du génocide de six millions de Juifs n'est rien, oui, rien, en comparaison de la négation par les Juifs (...) du déicide, de la crucifixion de l'Homme-Dieu, le Christ".

C'est bien beau, n'est-il pas vrai?

JC

Le mouvement des "Amis de la Nature", fondé il y a près de cent ans, fait partie du mouvement d'émancipation des travailleurs. Il a des sections dans plus d'une dizaine de pays, dont la Suisse. Le salut traditionnel est "Berg-Frei" (montagne-libre). Il se distinguait alors de celui des touristes "bourgeois" dont le cri de ralliement était Berg-Heil" (Montagne-Salut).

Publication de la nouvelle constitution du canton de Soleure dans la Feuille fédérale (26.5). La liste des droits fondamentaux est élargie, des buts sociaux sont énumérés et cent citoyens actifs auront le droit de soumettre par écrit une proposition au canton. Le Grand conseil la traitera comme une motion présentée par l'un de ses membres (motion populaire, art. 34).

BREVES

Extrait du témoignage de l'horloger Boillat sur les 50 ans de Paix sociale horlogère: "A douze ans et demi, en 1924, j'ai quitté l'école. On est parti toute la famille à Maïche travailler sur les assortiments pour la montre cylindre.

A l'époque c'étaient nous les frontaliers... Dans les ateliers, il y avait beaucoup de jeunes enfants, comme moi. Chaque fois qu'un inspecteur venait, on nous enfilait vite dans un local. Une fois l'inspecteur passé, on retournait au boulot..."

C'était il n'y a pas si longtemps, chez nous ou près de chez nous.

DP Domaine Public

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley

Rédacteur: Marc-André Miserez

Ont collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy

François Brutsch

André Gavillet

Yvette Jaggi

Charles-F. Pochon

Points de vue:

JeanLouis Cornuz, Catherine Dubuis,

Beat Kappeler

Abonnement:

63 francs pour une année

40 francs jusqu'à fin 87

Administration, rédaction:

Case 2612, 1002 Lausanne

Saint Pierre 1, 1003 Lausanne

Télex: 021 / 22 69 10 CCP: 10 - 15527-9

Composition et maquette:

Domaine Public

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Développement: l'aide qui tue

Le livre de Brigitte Erler ⁽¹⁾ est un cri et un réquisitoire, comme l'était celui de Dres Balmer, délégué du CICR au Salvador (*L'heure de cuivre*): à un moment donné, la coupe déborde, il faut parler.

Chef du service depuis 1974 au ministère ouest-allemand de la Coopération technique, B. Erler démissionne en 1983, à son retour d'une mission au Bangladesh. Son livre a paru en Allemagne en 1985; nul doute qu'il lui a valu les foudres des milieux concernés, qu'elle met très vigoureusement en cause.

En gros, l'expérience de B. Erler lui a montré que non seulement, ce que l'on savait déjà, l'argent versé par l'aide au développement profite d'abord aux plus riches – tout en représentant d'ailleurs un investissement fructueux pour les donateurs du Nord –, mais aussi que l'intervention de la coopération technique mène à la ruine, voire à la mort des milliers de petits paysans, ceux-là justement à qui elle prétend venir en aide. B. Erler était ses dires d'une expérience vécue sur le terrain. Son livre est constitué d'exemples tirés de ce qu'elle a vu et entendu lors de sa mission. Je n'en donne ici que quelques aperçus.

Suffisance et mépris

Pour répondre à ceux qui traitent de xénophobes les détracteurs du développement "à tout prix et n'importe comment", B. Erler insiste à de nombreuses reprises sur l'intelligence et le savoir-faire des Bangladeshis. Or, un des a priori des experts étrangers est précisément que "les Bangladeshis n'y connaissent rien". L'exemple du projet de pêche est frappant à cet égard. Pour aider les "sans terre", il s'agissait de mettre à leur disposition des étangs, loués par le gouvernement qui en était propriétaire, étangs où les "sans terre" pourraient pêcher et dont ils vendraient le poisson, denrée chère. Mais, d'après l'expert engagé par le ministère, il fallait auparavant donner des cours de pisciculture aux Bangladeshis, car "ils ne connaissent rien à la pisciculture et leur rendement serait quasi nul, notamment en raison de la présence dans

les étangs de poissons carnassiers qui mangeraient les autres" (p. 19). Ces déclarations surprennent beaucoup B. Erler; elle a observé en effet de nombreux pêcheurs, au bord des étangs, qui semblaient savoir s'y prendre pour attraper du poisson...

Corruption des élites

L'exemple des étangs est très significatif aussi de la manière dont les choses se passent. A peine un étang avait-il été choisi, dans le cadre de ce "programme de pêche", qu'un riche de la région en a revendiqué la propriété. Il fallait donc attendre que le cas soit réglé en justice. Or, "connaissant les possibilités qu'ont les riches d'influencer les décisions des tribunaux, on peut déduire que le premier grand succès de ce volet du projet aura été de faire passer ces étangs légalement entre les mains des riches" (p.19).

Engrenage infernal

B. Erler donne d'autres exemples qui mettent en lumière la corruption dans l'administration et, plus généralement, à tous les échelons, corruption stimulée par l'aide au développement. En particulier, celle-ci "fait courir des risques incalculables aux investisseurs, car dès que l'un d'eux réussit à produire quoi que ce soit à l'intérieur du pays, il se trouve toujours un fonctionnaire pour déposer une demande d'aide concernant le produit en question, et il se trouve toujours un donateur pour la satisfaire. Or, pour le fonctionnaire concerné, ce type d'importation s'accompagne quasi automatiquement de pots-de-vin, qui pour l'administration allemande des finances sont déductibles des impôts des entreprises au titre de "dépenses productives" tandis que les producteurs nationaux, eux, ne peuvent ni ne veulent soutenir la concurrence" (p. 87-88).

Profit pour les industries des pays donateurs

B. Erler mentionne encore un projet dont le but, en principe, était d'apprendre aux Bangladeshis à protéger

leurs cultures; mais en réalité, ces méthodes "constituent de purs instruments de propagande en faveur de l'utilisation des produits chimiques", et détruisent en un clin d'oeil, dans certaines régions, une agriculture intégrée, fruit de plusieurs siècles d'expérience paysanne (prédateurs spécifiques, ennemis biologiques).

Pourquoi ce livre?

B. Erler n'est pas naïve; elle sait bien que son livre ne mettra pas fin à la politique du développement telle qu'elle la dénonce. Mais elle désire "faire savoir aux innombrables bonnes volontés qui soutiennent l'aide au développement à quoi sert concrètement l'argent de leurs impôts" (p. 9) et situer dans une plus juste perspective les interventions publiques d'importants politiciens en faveur d'une augmentation de l'aide au développement, interventions toujours gratifiantes sur le plan moral (et électoral), car "seul quelqu'un de bien peut se ranger du côté des pauvres!" (p. 93). Malheureusement, conclut B. Erler, qui se soucie des pauvres?

Le livre se termine sur un *Lexique* où se trouvent définis les principaux concepts de l'aide au développement et où sont décrites les institutions qui lui sont liées.

Catherine Dubuis

(1) *L'aide qui tue*, Ed. d'en bas, Lausanne, 1987, 111 p.

Débat

(ag) Il est utile que le tiers-mondisme accepte de remettre en question certains de ses concepts; notamment si la critique vient de ceux qui ont été sur le terrain et parlent d'expérience. Mais cette critique n'a de sens que si elle tend à une efficacité plus sûre et plus respectueuse en même temps, sans remettre en cause l'exigence fondamentale de solidarité.

Il faut ajouter encore que cette action se situe à plusieurs niveaux. Par exemple l'endettement des pays les plus pauvres va exiger des mesures concrètes où la Suisse devra tenir son rang. Moins que jamais donc la critique peut signifier "bras croisés".